

Performances économiques et financières des entreprises guadeloupéennes sur la période 2002-2010

Des entreprises dynamiques et résistantes

Entre 2002 et 2007, l'économie guadeloupéenne a bénéficié d'une croissance soutenue qui a permis de dynamiser et de modifier en profondeur le tissu productif. La crise économique et financière mondiale a eu des répercussions importantes sur l'activité économique de la Guadeloupe, qui a également souffert du conflit social historique de 2009. La plupart des indicateurs économiques se sont dégradés. Néanmoins, les entreprises guadeloupéennes semblent avoir bien résisté aux divers chocs conjoncturels externes.

CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES GUADELOUPÉENNES

Une forte dynamique entrepreneuriale

La Guadeloupe se caractérise par une forte dynamique entrepreneuriale. Le nombre d'entreprises créées a augmenté de 43,7 % entre 2002 et 2008 en lien notamment avec une conjoncture économique particulièrement favorable. Le taux de croissance du nombre de créations d'entreprises est ainsi en hausse de 6,2 % par an en moyenne sur la période, mais il est inférieur à la France métropolitaine dont le taux s'établit à +7,6 %.

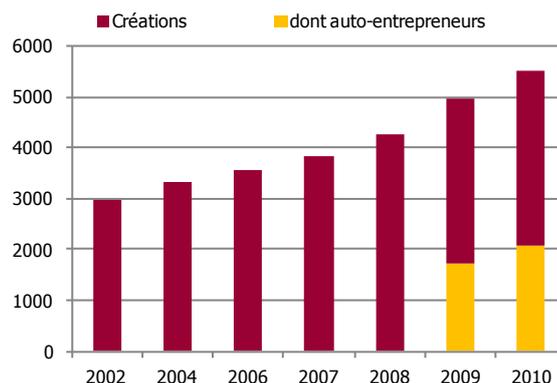
Rapporté au nombre d'habitants, la Guadeloupe compte cependant plus de créations d'entreprises par habitant que les autres régions françaises. En effet, en moyenne annuelle sur la période 2002-2008, 105 entreprises pour 10 000 habitants ont été créées à la Guadeloupe, contre 74 à la Martinique, deuxième de ce classement. La Picardie se positionne à la dernière place avec 26 entreprises nouvelles pour 10 000 habitants.

L'année 2009 marque un tournant. Touchée de plein fouet par la crise financière et le mouvement social du premier trimestre 2009, l'activité économique de la Guadeloupe se dégrade nettement. Les créations d'entreprises ne progressent plus que grâce à l'instauration du statut de l'auto-entrepreneur. La mise en place de ce nouveau dispositif a suscité beaucoup d'engouement, comme en France métropolitaine où il représentait plus de la moitié des créations d'entreprises. En dehors de ce régime, le rythme des créations d'entreprises à la Guadeloupe diminue de 24,1 % en 2009, une évolution similaire à celle observée sur le plan national. Le redressement de l'activité observé en 2010 établit l'augmentation du nombre d'entreprises créées (hors auto-entrepreneurs) à +6,1 % sur un an, soit un taux de croissance six fois plus élevé que la moyenne nationale.

Une économie où les services sont devenus prépondérants

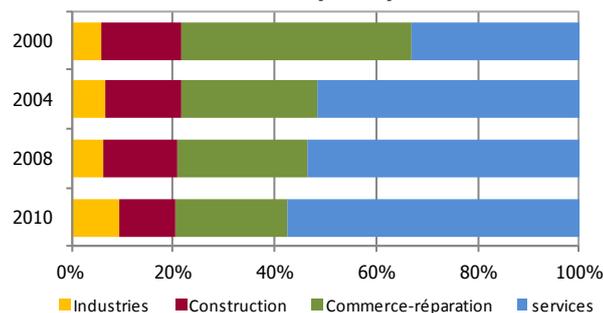
Sur la période 2002-2010, le renouvellement du tissu économique a principalement bénéficié aux activités de services. Cela concerne 58 % des créations d'entreprises en 2010 contre 36 % en 2002. L'instauration du statut d'auto-entrepreneur a encore accentué l'attractivité du secteur, en particulier pour les activités de soutien aux entreprises. Le secteur de l'industrie se révèle dynamique : il représente 9 % des créations en 2010 contre 6 % en 2002. Les créations dans ce secteur ont principalement concerné l'agro-alimentaire et la production-revente d'électricité (53 %).

Créations d'entreprises



Source : INSEE - Données hors Iles du Nord

Créations d'entreprises par secteur



Source : INSEE

En revanche, les secteurs de la construction et du commerce intéressent de moins en moins de candidats à la création. Ils représentent 33 % des créations d'entreprises en 2010 contre 58 % en 2002. La conjoncture économique particulièrement défavorable qui a pesé sur le BTP dès 2008, la forte concurrence de la part des grandes surfaces dans le secteur du commerce et les incertitudes qui règnent sur la rentabilité des projets sont autant d'éléments qui semblent avoir dissuadé les candidats potentiels.

Un tissu économique principalement constitué de très petites entreprises

Début 2010, la Guadeloupe compte 38 092 entreprises (hors champs agricole) contre 33 298 en 2000. Le tissu productif est caractérisé par le poids des très petites entreprises (TPE) : en 2010, 83 % des entreprises n'ont aucun salarié (contre 61 % au niveau national). Les entreprises employant plus de 9 salariés ne représentent que 2,8 % du total. Les TPE sont particulièrement nombreuses, notamment dans le petit commerce et le bâtiment où les besoins en main d'œuvre sont faibles du fait de la spécialisation de certains métiers (plâtrier, carreleur, plombier, etc.).

L'environnement économique des entreprises

La croissance rapide du Produit Intérieur Brut (PIB), soutenue principalement par la consommation finale, confirme la dynamique favorable qui a prévalu au sein du département sur la période 2002-2007. Cette amélioration est retracée par l'indicateur du climat des affaires qui s'est situé en zone favorable, excepté en 2004 où l'activité avait souffert de deux conflits sociaux majeurs, celui des dockers et celui du secteur bancaire.

La crise économique mondiale et le mouvement social du début d'année 2009 ont cependant fortement pesé sur la croissance, qui avait déjà ralenti en 2008 (+0,8 % en volume après +3,8 % en 2007). Le PIB de la Guadeloupe affiche alors une baisse historique de 4,8 % en volume en 2009, tandis que l'indicateur du climat des affaires chute à son plus bas niveau historique, retraçant la dégradation de l'activité.

Les entreprises guadeloupéennes ont bien résisté aux chocs conjoncturels

Si la plupart des indicateurs économiques et financiers (chiffres d'affaires, valeur ajoutée, trésorerie, etc.) ainsi que les enquêtes d'opinion auprès des chefs d'entreprises guadeloupéennes révèlent le lourd impact de la crise de 2008-2009 sur l'activité, en revanche, le nombre de défaillances d'entreprises reste relativement contenu comparativement à la Martinique. À partir des données publiées par l'INSEE, il est observé en effet :

- une progression plus forte des défaillances d'entreprises sur le territoire martiniquais entre 2003 et 2011 (+10 % en moyenne annuelle contre +6 % à la Guadeloupe) ;

- un impact immédiat et prononcé de la crise de 2009 sur le tissu économique martiniquais avec une baisse du PIB de 6,5 % en volume sur un an en Martinique (contre -4,8 % à la Guadeloupe) et une hausse sensible des défaillances d'entreprises au cours de la même année à la Martinique (+10 % sur un an) qui atteignent leur plus haut niveau depuis 2003 (494 défaillances). En Guadeloupe, l'impact de la crise sur le nombre de défaillances d'entreprises n'a été perceptible qu'en 2011 (+29 % sur un an), soit deux ans après.

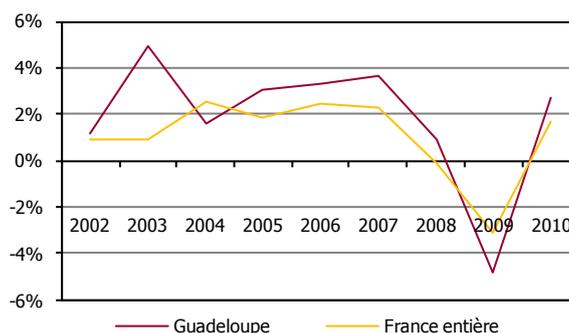
Le taux de survie des entreprises s'est réduit mais demeure élevé

La pérennité des entreprises guadeloupéennes a été favorisée par les dispositifs de soutien (allègement de charges, défiscalisation) et une croissance économique de long terme élevée¹. Ainsi, au sein du département, deux tiers des entreprises créées en 2002 étaient toujours actives après trois années d'existence, soit un taux de survie de 68,3 % (contre 66,0 % à la Martinique et 65,5 % pour la France métropolitaine à la même période). Le contexte économique dégradé de 2008-2009 ayant pénalisé la pérennité des entreprises guadeloupéennes, leur taux de survie a diminué pour s'établir en 2009 à 66,5 %.

Les taux de survie varient selon l'importance des moyens consentis au démarrage et selon les secteurs d'activités. Les taux de survie les plus élevés à trois ans sont enregistrés dans l'industrie (84,5 %) et la construction (76,9 %). À l'inverse, il est moindre dans la branche de l'hébergement et la restauration (64 %). Il chute à 56 % dans le commerce et la réparation automobile, plus exposés à la concurrence que dans d'autres secteurs.

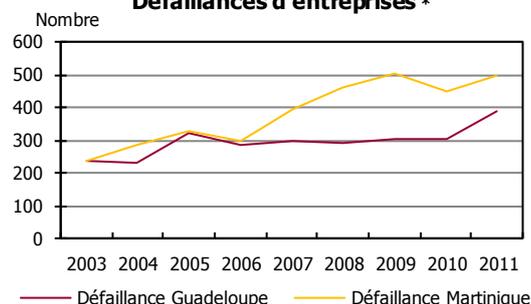
Au regard de ces résultats, il semble que les entreprises guadeloupéennes aient relativement bien résisté à la crise. Le département a en effet bénéficié d'indicateurs économiques plus favorables qu'à la Martinique, concernant notamment la demande de consommation des ménages, l'investissement et les crédits à l'habitat des ménages, qui lui ont permis de maintenir ses capacités productives².

Évolution du PIB en volume



Source : INSEE

Défaillances d'entreprises *



Source : INSEE extraction 25/10/2012

* Par date de publication au BODACC

¹ Entre 1993 et 2007, le PIB par habitant a crû de 4 % en moyenne contre +3,3 % en France métropolitaine.

² « Martinique – Guadeloupe, Analyse comparée de la conjoncture depuis 2008 », Olivier Sudrie, janvier 2013.

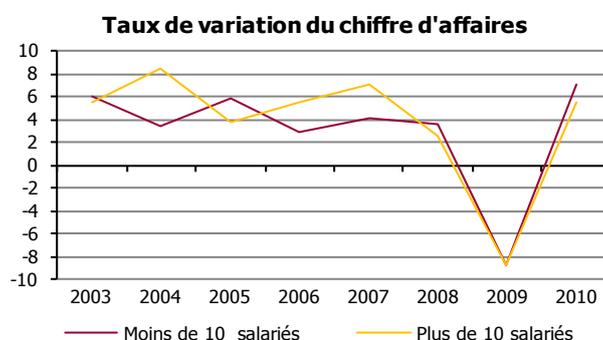
PERFORMANCES FINANCIÈRES DES ENTREPRISES ENTRE 2002 et 2010

Principaux constats relatifs à l'activité économique

Si les difficultés économiques et sociales de 2009 ont eu un impact direct sur les résultats d'activité des entreprises, notamment pour les entreprises de moins de 10 salariés, le bilan reste globalement positif sur la période 2002-2010.

Excepté en 2009, le chiffre d'affaires des entreprises guadeloupéennes est en hausse

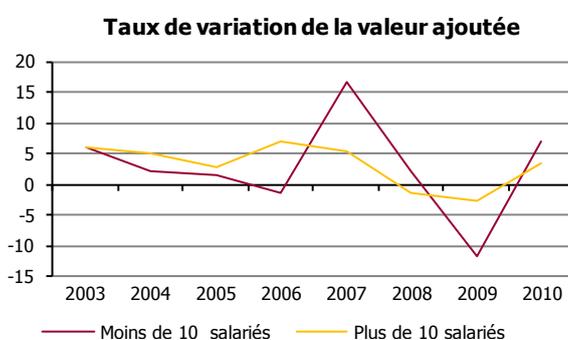
Sur la période 2002-2010, le taux de variation du chiffre d'affaires a été globalement positif excepté en 2009, où il a diminué de 8,7 %, après un ralentissement observé en 2008 (+2,7 % après +6,7 % en 2007). L'année 2009 a pesé lourdement sur le chiffre d'affaires des petites comme des grandes entreprises, avec une incidence plus marquée sur le secteur du commerce. La reprise constatée en 2010 a concerné l'ensemble des secteurs. Elle a été particulièrement vive pour les entreprises de l'agro-alimentaire. Le secteur des services de transports, d'information et des communications a affiché une hausse en 2010 après avoir décliné entre 2006 et 2009. Dans les secteurs de l'industrie et du commerce, la progression du chiffre d'affaires a été plus faible.



Source : FIBEN 2012

Les entreprises de moins de 10 salariés plus affectées par la crise

La valeur ajoutée créée par l'entreprise³ présente des évolutions différentes selon la taille de l'entreprise. Sur la période 2002-2010, l'évolution de la valeur ajoutée des entreprises de moins de 10 salariés a révélé une sensibilité plus forte aux chocs externes que les entreprises de plus grande taille.



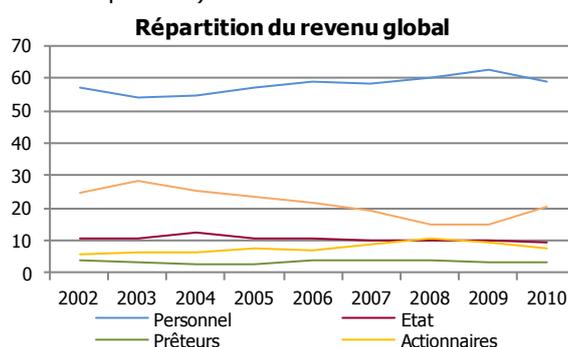
Source : FIBEN 2012

Le partage de la valeur ajoutée reste en moyenne stable sur la période

La valeur ajoutée est répartie, sous forme de revenu, entre les acteurs participant à sa création : en moyenne sur l'ensemble de la période 2002-2010 : 60 % du revenu est alloué au personnel, ce qui représente un pourcentage relativement élevé comparativement aux autres DOM (10 points de plus qu'en Guyane), 20 % revient à l'entreprise (autofinancement), 11 % à l'État (taxes et impôts) et moins de 10 % aux apporteurs de fonds propres (actionnaires et prêteurs).

Sur la période 2002-2010, cette répartition connaît des évolutions divergentes sur les deux plus grandes masses à savoir (1) les dépenses de personnel dont le poids dans la valeur ajoutée progresse rapidement jusqu'en 2009 avant de s'infléchir et, (2) l'autofinancement qui diminue significativement entre 2003 et 2008, avant d'amorcer un redressement en 2010. Par comparaison, l'autofinancement des entreprises guadeloupéennes (20,3 % en 2010) est plus faible que celui des entreprises martiniquaises (26 %) et guyanaises (29 %).

La part du revenu revenant à l'État s'inscrit dans une tendance baissière depuis le pic atteint en 2004. Son ratio (11 % en 2010) est le plus faible des départements d'Outre-mer.



Source : FIBEN 2012

Enfin, la part du revenu allouée aux prêteurs suit une tendance à la hausse jusqu'en 2008 avant de diminuer entre 2008 et 2010, en lien avec la baisse du coût du crédit. Elle s'établit à 3,3 % en 2010, soit une proportion bien plus faible qu'en France métropolitaine (environ 8 % entre 2002 et 2009) en raison d'un taux d'endettement plus faible.

Les différences avec les autres DOM dans la répartition de la valeur ajoutée sont à mettre en parallèle avec les effets différenciés selon les DOM des mesures fiscales (allègement des charges sociales, réduction de la TVA, défiscalisation en faveur de l'investissement productif, etc.)

³ Valeur ajoutée : chiffre d'affaires - achats + variation des stocks.

La rentabilité des entreprises peine à retrouver son niveau d'avant-crise

La marge des entreprises s'est réduite sur la période 2002-2010

Le taux de marge, obtenu en rapportant l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée, représente la capacité d'une entreprise à dégager des profits. Il fluctue généralement en fonction de la conjoncture et est considéré comme un indicateur de rentabilité.

Entre 2002 et 2010, le taux de marge des entreprises guadeloupéennes diminue passant de 34,3 % à 29 %. Au cours de cette période, le secteur du commerce et de la réparation automobile dégage la marge la plus faible (comparativement au secteur de l'industrie). Les taux de marge de ce secteur contribuent significativement à l'évolution d'ensemble, compte tenu de sa forte représentativité au sein l'échantillon (46 % en 2010).

La détérioration des marges, particulièrement significative en 2006 et en 2009, est à mettre en parallèle avec les chocs macroéconomiques qu'a subi l'économie guadeloupéenne. Le redressement en 2010 s'est opéré dans quasiment tous les secteurs. Depuis 2010, seules les industries agro-alimentaires retrouvent des niveaux d'avant-crise.

Des taux de marge élevés

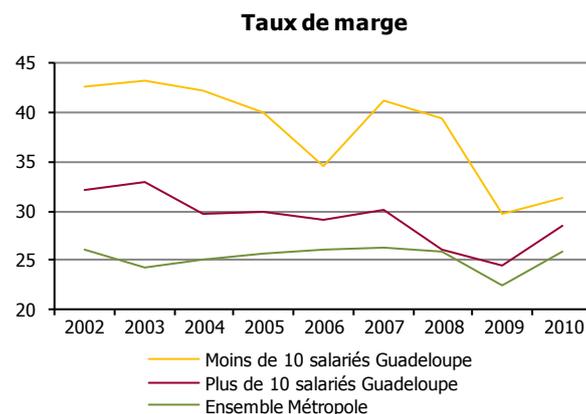
À l'instar des autres DOM, le taux de marge des entreprises guadeloupéennes apparaît plus élevé que celui des entreprises métropolitaines mais plus faible que celui des entreprises martiniquaises. Parmi les raisons, le tissu d'entreprises domien est constitué d'une part élevée de filiales de groupes (24 %) et ce, encore plus à la Martinique (38 %) comparativement à la France métropolitaine (14,8 %). Ainsi, en temps de crise, les filiales ont pu bénéficier du soutien de leur groupe.

Par ailleurs, une analyse par catégorie d'entreprises met en évidence des taux de marge plus élevés dans les entreprises de moins de 10 salariés que dans les entreprises de taille plus importante.

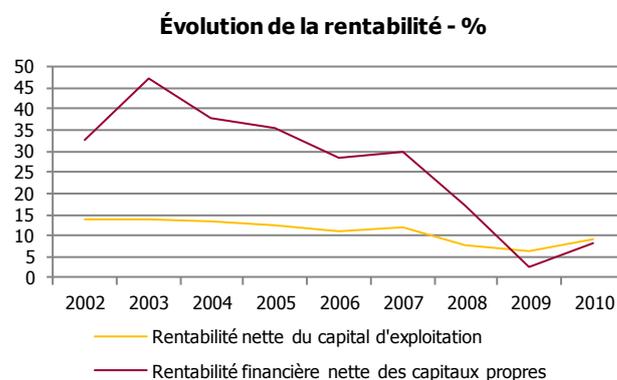
La rentabilité des entreprises s'est détériorée⁴

Il est important de distinguer la rentabilité économique de la rentabilité financière (ou rentabilité des capitaux propres). La première évalue la performance économique de l'entreprise dans l'utilisation des facteurs de production. La seconde permet d'établir la rentabilité des fonds investis dans l'entreprise par les actionnaires.

Quoi qu'en repli, la rentabilité financière a été élevée sur la période 2002-2007. Elle s'effondre de 27,4 points entre 2007 et 2009. La tendance est également à la baisse pour la rentabilité économique. Le recul est cependant moins marqué sur la période 2007-2009 (-4,1 points). Ce n'est qu'en 2010 que la rentabilité financière ainsi que la rentabilité économique affichent de nouveau une hausse. Deux secteurs présentent une rentabilité économique plus élevée : le commerce et l'industrie.



Source : FIBEN 2012



Source : FIBEN 2012

REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES

Constitution de l'échantillon

Le Fichier bancaire des entreprises (FIBEN) est une base de données de la Banque de France qui rassemble les bilans récoltés pour la cotation des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 K€, soit une majorité d'entreprises de taille intermédiaire, et quelques grandes entreprises : conditionnées par le seuil minimum de chiffre d'affaires, peu de très petites entreprises (TPE) sont présentes dans cette base.

Les données FIBEN permettent l'observation des tendances en matière d'activité et de rentabilité des entreprises. L'analyse conduite s'appuie sur les données couvrant la période de 2002 à 2010 de la Centrale des bilans FIBEN disponible pour l'ensemble des départements d'Outre-mer. En Guadeloupe, l'analyse se fonde sur un échantillon significatif d'entreprises (866 bilans en moyenne représentant 29 119 salariés).

Taille des entreprises

L'échantillon n'est pas représentatif de la structure économique des géographies étudiées. En effet, la représentativité des entreprises de plus de 10 salariés y est particulièrement grande (plus de 59 % en moyenne) contrairement à la structure réelle des économies domiennes qui reste très marquée par le poids des très petites entreprises (environ 90 %).

⁴ Les Notes de l'Institut d'émission, février 2013 « Performances économiques et financières des entreprises des DOM entre 2002 et 2010 »